

REPUBLIQUE FRANCAISE



BAS-RHIN

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 23 mai 2019

sous la présidence du Maire, **M. Jean-Louis HOERLE**

Nombre des membres élus : 33 Conseillers en fonctions : 33

Conseillers présents : 24 Conseillers absents : 9

dont 9 excusés

8 membres ont voté par procuration.

9) POINT DE L'ORDRE DU JOUR :

ADHESION A UN GROUPEMENT DE COMMANDES OUVERT ET PERMANENT VILLE-CCAS

Rapporteur : Monsieur le Maire, Jean-Louis HOERLE.

ADOpte A L'UNANIMITE

Certifié exécutoire par
le Maire compte tenu de
la réception en Sous-Préfecture
le 28/05/2013
et de la publication / notification
le 28/05/2013
Le Maire,



POUR EXTRAIT CONFORME
BISCHHEIM LE 24 MAI 2019
LE MAIRE
JEAN-LOUIS HOERLE
VICE-PRESIDENT DE L'EUROMETROPOLE

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

Objet : Adhésion à un groupement de commandes ouvert et permanent Ville-CCAS

La Ville de BISCHHEIM et le Centre d'Action Communal et Social de la Ville (CCAS) partagent des besoins communs en matière d'achats.

La conclusion d'achats groupés, par la massification du besoin, permet :

- d'être plus attractifs auprès des fournisseurs et de susciter la concurrence,
- de réduire les coûts,
- de générer des économies d'échelle,
- de mutualiser la procédure de mise en concurrence,
- de limiter le risque juridique.

Néanmoins, la conclusion de groupements de commande présente l'inconvénient d'une certaine lourdeur dans ses formalités administratives (délibération en amont du lancement des marchés, signature de la convention) et retarde l'ensemble du processus d'achat.

Aussi, il est proposé à travers la présente délibération d'autoriser l'adhésion de la Ville à un groupement de commande ouvert et permanent constitué avec le CCAS de la Ville en fonction des thématiques retenues. Ces thématiques d'achats seront susceptibles d'évolution selon les besoins de ses membres.

Le groupement de commande pourra être ouvert à d'autres entités intéressées par l'achat mutualisé objet de la présente convention qui pourront y participer sous réserve d'une délibération de leur organe délibérant ou de leur conseil d'administration prise en ce sens.

Il est proposé d'adhérer aux groupements de commandes pour les thématiques suivantes :

1. Acquisition de mobilier et de matériel de bureau,
2. Acquisition de papier d'impression
3. Acquisition de consommables informatiques,
4. Acquisition de produits d'entretien,
5. Acquisition d'habillement professionnel et d'équipements de protection individuelle et collective pour les agents,
6. Achat de prestations de nettoyage des locaux et des surfaces vitres,
7. Acquisition et maintenance de matériels informatiques,
8. Prestations de services relatives à l'entretien des véhicules,
9. Acquisition de pièces détachées et d'usure, pneumatiques ...,
10. Acquisition de véhicules et engins,
11. Achat de prestations d'impression,
12. Achat de prestations de fournitures de repas en liaison froide ou chaude avec ou sans mise à disposition de personnel par le prestataire,
13. Achat de prestations de services d'assurances.
14. Achat de prestations de maintenance préventive et curative des équipements de détection incendie des ERP,

15. Achat de prestations de vérifications périodiques et maintenance réglementaire du matériel de lutte contre l'incendie et de sécurité (extincteurs, RIA, désenfumage, portes coupe-feu),

16. Achat de prestations de Vérifications et contrôles périodiques obligatoires dans les ERP.

Les groupements seront lancés au fur et à mesure en fonction des besoins de chaque entité et des dates de fin des contrats en cours.

Par ailleurs, il est proposé de doter le groupement de commandes du mode de gouvernance suivant :

- chaque membre du groupement permanent est libre de participer ou non aux consultations lancées en application de la convention de groupement permanent, en fonction de ses besoins, dans les conditions décrites à la convention,

- le choix du coordonnateur de chaque consultation est effectué selon la nature et l'objet des marchés en relation avec les membres concernés, sans qu'une nouvelle délibération soit nécessaire,

- le rôle du coordonnateur s'arrête avec le choix du prestataire, chaque membre du groupement étant en charge de notifier le marché et de l'exécuter pour la part le concernant,

- la sortie d'un des membres du groupement est possible à tout moment, sous réserve de respecter les obligations qu'il aura contractées dans le cadre des marchés passés en groupement.

L'ensemble des modalités juridiques, techniques et financières de cette collaboration sont fixées dans la convention constitutive de groupement de commandes entre les parties intéressées, jointe en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal d'adhérer au groupement de commandes dont sera également membre le CCAS de la Ville, conformément dispositions des articles L 2113-6 et L2113-7 du Code de la Commande Publique applicable à compter du 1^{er} avril 2019 et de l'article L 1414-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Aussi, je vous prie de bien vouloir adopter la délibération suivante :

Vu les articles L 2113-6 et L2113-7 du Code de la Commande Publique applicable à compter du 1^{er} avril 2019 et de l'article L 1414-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu la convention de groupement de commandes permanent,

Vu l'avis favorable du Comité Directeur en date du 6 mai 2019,

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances en date du 15 mai 2019,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

décide

- **d'autoriser** l'adhésion de la Ville au Groupement de commandes ouvert et permanent,

- **d'accepter** les termes de la Convention constitutive du Groupement de commandes ouvert et permanent

- **d'accepter** que la Ville de BISCHHEIM soit désignée comme coordonnateur des groupements ainsi formés

- d'autoriser Monsieur le Maire ou sa (son) représentant(e) :

- à signer et à exécuter la Convention constitutive du Groupement de commandes ouvert et permanent jointe en annexe,
- à prendre toute décision relative à la mise en œuvre de ladite convention et de la présente délibération,
- à suivre l'exécution des marchés correspondants, modifications et reconductions éventuelles.

Certifié exécutoire par
le Maire compte tenu de
la réception en Sous-Préfecture
le 27/05/2019
et de la publication / notification
le 28/05/2019
Le Maire,



POUR EXTRAIT CONFORME
BISCHHEIM LE 24 MAI 2019
LE MAIRE
JEAN-LOUIS HOERLE
VICE-PRESIDENT DE L'EUROMETROPOLE

Convention constitutive d'un groupement de commande ouvert et permanent

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 1414-3

Vu les articles L 2113-6 et L 2113-7 du Code de la Commande Publique applicable à compter du 1^{er} avril 2019.

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

La mutualisation des achats constitue l'un des leviers d'action pour améliorer l'achat des entités publiques en recherchant plus particulièrement, au travers d'une massification et d'une standardisation des achats, la satisfaction du juste besoin en vue d'obtenir les offres économiquement les plus avantageuses au regard des critères d'attribution.

Ainsi, la démarche d'une mutualisation des achats vise notamment à :

- être plus attractifs auprès des fournisseurs et de susciter la concurrence,
- réduire les coûts,
- générer des économies d'échelle,
- mutualiser la procédure de mise en concurrence,
- limiter le risque juridique.

Sur la base de ces objectifs communs et partagés, la Ville de BISCHHEIM et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Ville ont décidé de se regrouper au travers d'un groupement de commandes ouvert et permanent.

La présente convention constitutive d'un groupement de commandes, fondée sur les articles L 2113-6 et L 2113-7 du Code de la Commande Publique applicable à compter du 1^{er} avril 2019 vise à définir les règles de fonctionnement dudit groupement.

Le groupement de commande est constitué en vue de la passation de marchés, d'accords-cadres ou de marchés subséquents portant sur les familles d'achats prévues à l'article 2.

Article 1. Composition du groupement de commandes

Le présent groupement de commandes est ouvert, sous réserve de la délibération concordante :

- à la Ville de BISCHHEIM
- au Centre Communal de l'Action Sociale de la Ville de BISCHHEIM

Le groupement de commande pourra être ouvert à d'autres entités intéressées par l'achat mutualisé objet de la présente convention qui pourront y participer sous réserve d'une délibération de leur organe délibérant ou de leur conseil d'administration prise en ce sens.

Article 2. Objet du groupement de commandes

Les achats, portés prioritairement par le présent groupement de commandes, concerneront notamment les thématiques listées en annexe 1.

Section 6.01 Désignation du coordonnateur

Le coordonnateur, pour chaque procédure engagée par le présent groupement de commandes, sera désigné par les membres participants après les travaux du groupe de coordination visé à l'article 8.

La coordination est portée par un seul membre. Pour autant, selon le type d'achats, les membres du groupement peuvent se partager les tâches en fonction de leurs compétences et des moyens dont elles disposent en matière administrative (élaboration du volet administratif du marché, gestion de la consultation...) ou technique (élaboration du volet technique du marché : cahier des charges, bordereau de prix...).

Section 6.02 Procédure de passation des marchés et/ou accords-cadres

La procédure de passation des marchés publics et/ou accord cadre et marchés subséquents sera déterminée par le coordonnateur du groupement.

Section 6.03 Missions du coordonnateur

Le coordonnateur est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par le Code de la Commande Publique applicable à compter du 1^{er} avril 2019, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants.

A ce titre, il :

- élabore l'ensemble des dossiers de consultation des entreprises en fonction des besoins qui ont été définis de façon concertée par les membres du groupement ;
- met en œuvre les procédures de passation des marchés conformément aux dispositions de du Code de la Commande Publique ;
- remplit les obligations réglementaires après la notification (avis d'attribution...) ;
- transmet une copie des marchés aux membres participants idéalement sous format électronique ;
- transmet aux membres du groupement copie de tous les documents inhérents à la consultation et à la l'attribution des marchés (copie des publications, procès-verbaux des commissions d'appel d'offre ...).

La mission du coordonnateur prend fin à la signature des marchés par les membres du groupement concernés.

Il est donné mandat au coordonnateur pour engager toute action en justice pour le compte des membres du groupement, aussi bien en tant que demandeur qu'en tant que défendeur dans le cadre strict de sa mission. Toute action sera subordonnée à un accord des membres du groupement.

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à indemnisation.

Il assure l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants en lien avec les autres membres du groupement, à savoir notamment :

- la définition de l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation ;
- la rédaction du dossier de consultation des entreprises, dont la définition des critères d'analyse des offres ;
- la rédaction et envoi à la publication des avis d'appel public à la concurrence et avis d'attribution ;
- la mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises ;
- la convocation et réunion de la commission d'appels d'offres, dont il assure le secrétariat ;
- la réception et analyse des candidatures et des offres ;

Les membres intéressés par la mise en œuvre d'un marché commun apporteront tout leur concours tant dans la définition du besoin que dans les travaux d'élaboration du dossier de consultation.

Ainsi, les membres seront plus particulièrement amenés à :

- communiquer au coordonnateur une évaluation de leurs besoins préalablement à l'engagement de toute consultation ;
- communiquer et faire part de leurs remarques au projet de dossier de consultation et tout ce qu'il recouvre ;
- participer à l'analyse des candidatures et des offres en formulant des avis aux travaux menés par le coordonnateur ;

Chaque membre du groupement s'engage à signer et à notifier les marchés à hauteur de ses propres besoins à l'attributaire commun et se chargera de leur transmission au contrôle de légalité.

Section 7.02 Exécution des marchés mutualisés

L'exécution des marchés interviendra comme suit :

- chaque membre exécute techniquement et financièrement la partie du marché le concernant
- chaque membre est en charge de la conclusion des marchés subséquents sauf à ce que le courrier de désignation du coordonnateur confie ce rôle à ce dernier au vu de la structure économique et des objectifs à atteindre en matière de mutualisation ;
- la mise en œuvre des dispositifs de sanction financière (pénalités de retard...) relève de chaque membre.
- les modifications de contrats, lorsque ces dernières ont vocation à concerner l'ensemble des entités participantes, seront mises en œuvre par le coordonnateur pour l'ensemble des membres participant à la consultation concernée ;

Afin de permettre au coordonnateur de jouer pleinement son rôle de conseil et d'assistance, les membres s'engagent à lui transmettre une copie de toutes les mises en demeure adressées au titulaire d'un marché durant son exécution. Ils lui font également part de leurs demandes de modifications de contrats.

Section 7.03 Les décisions mettant un terme aux marchés mutualisés

Sous réserve des dispositions prévues au sein du cahier des clauses administratives particulières et des obligations contractuelles souscrites, chaque membre pourra, pour la part du marché le concernant :

- décider de ne pas reconduire le marché ;
- décider de résilier le marché notamment en cas de manquements du prestataire retenu à ses obligations.

Il en informe le coordonnateur dans les meilleurs délais.

Article 10. Modification de la convention

Les modifications, doivent être approuvées dans les mêmes termes par chaque membre du groupement.

Chaque modification ne prendra effet que lorsque l'accord de tous les membres aura été recueilli par la signature d'un avenant à la convention.

Article 11. Election de domicile et mesure d'ordre

Pour l'exécution des présentes, les parties élisent domicile en leurs sièges respectifs. La présente convention est établie en autant d'exemplaires originaux que de membres.

Pour l'exécution de la présente convention et notamment la notification de tous actes, de poursuites, les parties font élection de domicile :

La Ville de BISCHHEIM fait élection de domicile 37 route de Bischwiller à BISCHHEIM

Le Centre Communal d'Action Sociale de BISCHHEIM fait élection de domicile

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux dont :

- 1 exemplaire pour la Ville de BISCHHEIM
- 1 exemplaire pour le CCAS

Fait à BISCHHEIM, le

Pour la Ville de BISCHHEIM

Le Maire,

Jean Louis HOERLE

Vice-président de l'Eurométropole
de Strasbourg

Pour le Centre Communal d'Action Sociale de BISCHHEIM

.....